



# LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

*Philippe Meyer*

SYNTHÈSE ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°216 (24 OCTOBRE 2021)

THÉMATIQUE : LA FRANCE SOUS NOS YEUX

# LA FRANCE SOUS NOS YEUX

## Introduction

---

### Philippe Meyer :

Dans « La France sous nos yeux », le directeur du département Opinion à l'IFOP, Jérôme Fourquet et le journaliste Jean-Laurent Cassely, analysent les grandes métamorphoses de la France depuis le milieu des années 1980 : accélération de la désindustrialisation, apogée de la société des loisirs et de la consommation, poursuite de la périurbanisation, hybridation des traditions populaires sous l'influence de la mondialisation, syncrétisme spirituel et religieux. Autant de réalités nouvelles qui structurent en profondeur un pays qui a irrémédiablement changé depuis la fin des Trente Glorieuses.

Dans la France d'après, une nouvelle hiérarchie des territoires s'est mise en place en fonction de leur degré d'attractivité, incarné par le prix du mètre carré, avec une « lutte des places » qui fonctionne en cascade. A l'ombre de la France « triple A » composée des villes touristiques, des bords de mer, des montagnes ; la France des banlieues et des couronnes périurbaines, des zones rurales sans cachet, ou éloignées des sites remarquables, constitue la *France backstage*. De vastes territoires pavillonnaires occupent une place intermédiaire que les auteurs ont baptisé mode de vie « Plaza majoritaire », du nom de l'animateur d'une émission télévisée de recherche de logement avec happy end.

Si les classes moyennes n'ont pas disparu, Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely estiment que nous assistons depuis plusieurs décennies à un processus de bipolarisation à la fois par le haut et par le bas. Un effet de « sablier », perceptible dans l'univers de la consommation et des loisirs avec, d'une part, la *premiumisation* des offres destinées aux classes moyennes supérieures, et, d'autre part, l'apparition d'un second marché et d'une « économie de la débrouille », illustrant le désarrimage progressif du bas des classes moyennes. Les professions peu qualifiées dont les effectifs croissent, sont celles des ouvriers de la logistique,

femmes de ménage, agents de sécurité, chauffeurs VTC, auxiliaires de vie. Ses membres parfois baptisés de « premiers de corvée » ou « travailleurs essentiels » depuis le Covid-19, forment le « back office » exercent les activités de soutien de la société de marché. De nouvelles professions surgissent en marge de la santé, dans la sphère du bien-être individuel. D'autres sont liées à la numérisation et à la complexification croissante de la société de service. Désormais, la possession d'un diplôme est indispensable pour travailler. Le niveau bac+2 est nécessaire pour accéder à la classe moyenne, et un bac+5 requis pour exercer les fonctions d'encadrement ou liées à l'économie de l'innovation et du numérique. Dans le domaine spirituel, parallèlement à la perte d'influence du catholicisme et tandis que la religion musulmane est montée en visibilité avec un développement de son audience, qu'illustre l'essor du marché halal, une autre religion connaît un essor significatif : celle des évangéliques. Dans la carte politique de la France d'après, les trois forces politiques dynamiques ces dernières années (RN, les écologistes, LRM), sont des partis d'avant pour représenter les clivages nouveaux surgis de la France d'après concluent les auteurs.

## **Kontildondit**

---

### **Lucile Schmid :**

Le livre de Jérôme Fourquet est au fond un peu la suite de son ouvrage précédent, *l'Archipel français*, qui nous alertait déjà sur la question d'un destin commun lorsqu'on vit en France. Ce nouveau livre confirme cette archipellisation de notre société, et le fait cartes à l'appui. C'est à mon avis le principal atout de l'ouvrage, qui exploite magistralement ces cartes, en ce qu'il les traite de façon très qualitative. On n'est ici ni dans un sondage, ni dans un rapport de plan. Il s'agit en quelque sorte d'une carte interactive, qui nous décrit un destin qui a pu être commun, et risque de ne plus l'être.

J'en donne quelques exemples. On reprend conscience que Lannion, en Bretagne, fut

dans les années 1970 une espèce de *Silicon Valley* française, ou que Tonnerre dans l'Yonne est une ville qui vivait pour fabriquer des magnétoscopes Thomson. L'un des points les plus frappants du livre est la disparition de l'emploi industriel. Fourquet et Cassely nous rappellent que l'industrie représentait 24% du PIB français dans les années 1980, contre environ 10% aujourd'hui. Nous étions une grande nation industrielle, serons-nous demain une grande nation de consommation ? C'est l'une des questions essentielles que pose l'ouvrage. Ainsi, on nous rappelle que l'une des premières revendications des Gilets Jaunes en 2018 fut la gratuité pour entrer à Disneyland Paris. L'accès aux mêmes loisirs que les classes supérieures était l'un des enjeux du mouvement.

Le livre traite aussi de la modification de l'emploi. On sait qu'il a quitté ces villes industrielles, on se demande par conséquent : où est-il allé ? Fourquet nous avait déjà expliqué très clairement la corrélation presque automatique entre un taux de chômage très élevé et un fort vote pour le Rassemblement National. Avec l'exemple de Tonnerre, il nous rappelle que lorsqu'il n'y a plus d'emploi industriel, il y a une sorte de translation vers l'emploi public, et notamment l'emploi social ou hospitalier. En parallèle, on constate un déclin démographique. Le livre était tout cela de chiffres de l'Insee, et brosse le portrait d'une France en décomposition. Il s'agit de refaire société autour d'un projet commun. La France le peut-elle ? Ce livre est un double récit. Celui d'une dynamique de délitement, mais aussi une fresque. A partir de là, un troisième mouvement reste à construire, et la question reste ouverte dans cette période de pré-campagne électorale : refait-on société autour d'une dynamique plus sociale, plus écologique ? Le portrait brossé dans le livre est éloquent à ce sujet : la possibilité qui se présente, quasiment la seule semble-t-il, est la consommation, et le changement de territoire quand on en a les moyens. Ainsi, le livre présente une carte réalisée à partir des recherches Wikipedia : on s'aperçoit ainsi que Bordeaux, Nantes ou Biarritz sont très recherchés.

Tout cela nous enseigne quelque chose sur la fin de ce que les auteurs appellent une « moyennisation » : les écarts se creusent entre les classes supérieures et les

populations plus modestes. La question des Gilets Jaunes n'est pas derrière nous, mais bien devant, à l'approche de la campagne présidentielle.

**Matthias Fekl :**

Le livre est passionnant notamment grâce aux approches croisées de l'analyse. On est à la fois dans une enquête, dans une carte, dans du démographique. Le tout est très qualitatif et cette plongée dans la France contemporaine se lit presque comme un roman. J'ai moi-même été élu d'un territoire qui correspond à certains de ces critères, dans la circonscription de Marmande dans le Lot-et-Garonne, où l'on voit bien ce qui s'est passé dans les dernières décennies. Ainsi, on a eu à la fois une désindustrialisation, s'accompagnant de la disparition progressive de toute une série d'emplois, mais aussi l'existence parallèle de secteurs très dynamiques (aéronautique, certains secteurs de l'agriculture, une filière bois quand elle réussit à se reconverter), et enfin un déclasserment et un éloignement, qui sont ressentis et tout à fait réels. Le livre de Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely fait bien le point sur toutes les raisons qui font que des pans entiers de la société française se disent que les grandes évolutions de la société, les grandes ruptures technologiques de la mondialisation leur sont passées à côté.

C'est ce sentiment de fatalité qui frappe tant de nos concitoyens : comment se sentir inscrit dans un destin commun, comment faire société quand on voit que son avenir personnel est très incertain, et que celui de ses enfants s'annonce pire encore ? Ce n'est pas le moindre des mérites de ce livre que de poser un diagnostic précis et chiffré sur des réalités que nous avons tous pu constater intuitivement.

Que faire, et comment aller de l'avant ? L'objet du livre n'est pas vraiment de faire des préconisations en matière de politiques publiques, mais il y a un indéniable besoin de mobilisation, un retour du volontarisme public sur des politiques de long terme. C'est à mon avis l'une des raisons qui expliquent l'état général du pays : nous avons l'art de détricoter tous les cinq ans tout ce qui a pu être bien fait par les prédécesseurs, or les défis auxquels nous faisons face sont si gigantesques qu'ils

exigent une action au long cours, au moins vingt ans dans des domaines comme l'éducation, la laïcité ou certains grands travaux. Il y a également un besoin de mobilisation de la société dans son ensemble. C'est l'une des choses qui me frappent le plus aujourd'hui : on constate de nombreux élans ici et là, des initiatives formidables sur le terrain, mais cela ne fait jamais boule de neige, faire bouger l'ensemble a des allures de mission impossible. Dès lors, on n'est pas dans une dynamique pouvant apporter un peu de l'optimisme dont nous avons pourtant grand besoin.

**Philippe Meyer :**

Vous évoquez cette difficulté à mobiliser la société, mais le tableau qui est décrit dans le livre est celui d'une France défaite, elle ressemble un peu à l'un de ces personnages des dessins animés de Tex Avery, qui se fissurent juste avant d'éclater en mille morceaux ...

**Matthias Fekl :**

Il y a une juxtaposition de sociétés, et donc de mobilisations. Il existe des gens qui font des choses extraordinaires sur leur domaine, mais cela ne s'intègre pas dans un grand projet. Je crois que c'est la continuité du diagnostic posé par les auteurs.

**Lionel Zinsou :**

Je serai moi aussi très élogieux sur le livre, qui est vraiment passionnant. Pour ma part, j'y ai appris des choses toutes les dix lignes ou à peu près, car on n'est pas forcément très familier de la statistique du nombre de baptisés en fonction du vote par parti, ni de l'économie du cannabis marocain et de la façon dont il remonte vers le consommateur plutôt par l'A9 ou plutôt par l'A10. Je ne suis pas certain que j'en comparerais la lecture à celle d'un roman, cependant. Cela m'évoque plutôt le « Quid », ce best-seller annuel mettant à jour un certain nombre de données. Le livre est incontestablement un tour de force analytique.

En revanche, je pense que du point de vue synthétique, c'est un peu plus faible. C'est un peu un livre de l'air du temps à cet égard. Jérôme Fourquet est un spécialiste de l'opinion, et notamment l'opinion politique, mais on ne vit pas de l'étude de l'opinion politique, ni à l'IFOP ni dans les autres instituts du même type. On vit des études marketing pour les entreprises. On retrouve donc tout à fait cette culture, cet art de retrouver toutes les petites communautés fragmentées auxquelles on va s'efforcer de vendre tel ou tel yaourt. Telle population achète les yaourts à la fraise bio par deux, tandis que telle autre achète les yaourts nature par barquette de seize. Cette étude de marché d'une profondeur analytique qui force l'admiration finit par être projetée sur la société. Peut-on ainsi passer du marketing à la sociologie ou à la sémiologie ? Ce n'est pas si sûr.

Il y a tout de même quelque chose d'haletant dans ce livre, c'est le pathos. Il n'y est question que de destruction d'emplois, de gens incapables de faire société, etc. Cela étant, la société française n'est pas dans un état de pathologie pareil, il y a énormément de facteurs d'inclusion. On nous dit par exemple qu'on détruit des emplois tous les jours, que la désindustrialisation est une tragédie, etc. Mais tout compte fait, en cinquante ans, on est passé de 4% de chômage à 7% (et c'est grave), mais de 14 millions d'emplois salariés à 28 millions. Il faut donc bien qu'il y ait eu un basculement quelque part. Les auteurs ne sont pas du tout schumpeteriens : ils ne pensent pas une seconde que la destruction soit créatrice. Ils pensent, parce que c'est dans l'air du temps, et peut-être parce que c'est que leurs lecteurs veulent entendre, que la France est en train de se défaire. Pour ma part, je pense qu'elle est seulement en train de changer.

Il y a ainsi des omissions sur la France inclusive qui laissent un peu perplexes. Ainsi, la couverture sociale des Français, qui était élémentaire, est devenue si couvrante qu'elle est désormais presque universelle : on indemnise à présent le chômage des professions libérales, presque toute la santé est en tiers-payant, tout le monde est couvert par des retraites satisfaisantes, au point que le revenu des inactifs est parfois supérieur au revenu des actifs. La société française a des mécanismes sociaux d'une

puissance unique, c'est l'une des rares dans les économies avancées à avoir vu progresser l'égalité, au point qu'une nouvelle inégalité fait aujourd'hui les titres des journaux. L'harmonisation des comportements est également extraordinaire. Il y a certes des « influenceurs » qui prennent le TGV pour aller à Biarritz et passent manifestement des vacances très agréables, tandis que d'autres prennent des avions low-cost, mais au fond, tous font la même chose. Il n'y a pas un mot sur la progression du pouvoir d'achat, même en période de crise. Tous les facteurs d'inclusion et d'harmonisation de la société française, qui vont contre la fracture sociale, sont omis dans le livre. Je n'accuse pas les auteurs de mensonge par omission, mais je constate que leur synthèse joue sur l'affolement par omission. Devant un changement accéléré, le sentiment le plus spontané est en effet l'affolement.

Sur la désindustrialisation, un thème présent partout dans l'ouvrage, on réduit cela à l'usine, mais c'est en réalité un phénomène plus complexe. Ainsi beaucoup de choses se passent dans le secteur des services, alors qu'elles étaient autrefois dans le secteur industriel, et ne sont plus comptées dans le PIB industriel. Quant au fait que l'agriculture se soit défaite avant l'industrie, c'est possible, mais en attendant, elle a produit beaucoup plus de biens et de revenus avec 2% de la population active qu'avec 50%. C'est un progrès considérable, qui libère les gens pour faire ce qu'ils veulent, c'est à dire consommer de la santé, des services et des loisirs. Est-ce si illégitime ? On déplore qu'il n'y ait plus d'usine, mais se rappelle-t-on vraiment ce qu'était la vie dans l'usine ? L'espérance de vie d'un salarié à la retraite est aujourd'hui de 15 ans. Autrefois, c'était 15 mois ... Il y a une espèce d'exaltation du passé pour s'affoler sur le présent. Cela produit une lecture haletante et un best-seller, mais pas tout à fait une vérité.

### **Jean-Louis Bourlanges :**

Ce que vient de dire Lionel me rappelle un peu le plaidoyer du docteur Pangloss dans *Candide* : : tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Ce que vous dites



est vrai Lionel, tout un ensemble de progrès et d'indicateurs nous conduisent à ne pas regretter le monde d'hier, qui était à bien des égards dur, violent et fermé, et nous serions sans doute incapables de l'accepter aujourd'hui. Pour autant, je ne pense pas qu'on puisse accuser les auteurs de lire la France selon une grille pessimiste ou nostalgique. Je pense qu'ils disent simplement que la société française est éclatée. Elle n'est pas nécessairement vouée à la guerre civile, même si certains ferments sont incontestablement là. Comme le montre Jean-Marie Guéhenno dans son livre, la société s'organise comme une juxtaposition d'isolats, qui ont tendance à aller jusqu'au bout de leur logique. Ainsi le militant pour le droit à la libre orientation sexuelle devient un critique de l'hétérosexualité, ou le défenseur des Noirs devient l'adversaire des Blancs, etc.

L'essentiel du constat est que le nœud social s'est desserré sur les deux plans de l'espace et du temps. Nos sociétés sont d'une part des juxtapositions de micro-sociétés de plus en plus étanches, et on constate d'autre part une rupture générationnelle avec le passé de plus en plus grande. Celle-ci se manifeste de différentes façons : l'ignorance de l'Histoire, le conflit des générations, etc. A ce titre, il y a véritablement une décomposition, dont les auteurs analysent les différentes facettes : l'économie, l'éducation, l'aménagement du territoire ... C'est ce qui est saisissant pour des gens comme nous, habitués à porter un regard, une parole, voire une action dans l'organisation de la cité. Le livre est très bon en cela, mais il n'est pas pour autant très original, il systématise un ensemble de données, avec une quantité de travail impressionnante, mais il y a des choses que l'on connaissait déjà. Par exemple Emmanuel Todd (qui j'en conviens est parfois un peu cinglé, mais génial le reste du temps) avait déjà montré depuis longtemps que le concept de classe moyenne était assez douteux, en ceci qu'il pouvait être expliqué par une conjoncture assez précise : la disparition de la population agricole et le gonflement des classes supérieures, sans que cela ne donne naissance à quelque chose de véritablement différent. Il montrait par exemple que les employés et les ouvriers étaient très liés. Cette crise de la « moyennisation » qu'analysent Fourquet et Cassely n'est donc ni

nouvelle, ni ignorée. Je pense également à ce qu'a écrit Le Goff sur les villages du Vaucluse, qui vivaient misérablement de l'artisanat, par exemple la vannerie, et sont passés à autre chose, par exemple le musée de la vannerie.

Le problème que pose le livre est celui des conséquences politiques. Car face à ce diagnostic, il me semble que l'ensemble du personnel politique est dans les dispositions d'esprit d'une poule ayant trouvé un couteau.

### **Lucile Schmid :**

L'analyse du livre ne traite pas que de la France, mais aussi plus largement de la mondialisation. J'ai par exemple été frappée par l'exemple d'Alcatel, qui a opté pour un modèle « *Fables* » (« *sans fabrication* ». *Se dit d'une société qui ne fait que concevoir ses produits et sous-traite l'intégralité de leur fabrication*). C'est ailleurs qu'en France que sont fabriqués les produits qui y seront vendus. Ce choix d'un modèle de mondialisation où l'on articule ce que chaque pays fera en fonction de ses avantages comparatifs semble être remis en question à la lumière de la pandémie et du moment de décroissance obligatoire qu'elle a induite.

Ce livre n'est-il pas un révélateur sur le fait qu'il faut changer assez radicalement de logiciel politique, et notamment de projet ? Le livre ne nous propose pas de solution mais nous invite à ouvrir les perspectives politiques, cela me paraît important. Pour en revenir à l'agriculture, Lionel nous disait que 2% de la population active suffisaient désormais à produire bien plus qu'à l'époque où c'était 50%. Mais dans le même temps le débat sur l'agriculture et l'alimentation est aujourd'hui au cœur du débat politique, bien plus qu'il ne l'a jamais été. Les chiffres de Fourquet et Cassely ne reflètent pas ce débat, car ils sont passés, et dressent une fresque à l'instant *t*, et non une dynamique. Ils nous invitent cependant à cesser de penser cette décomposition comme automatique, et c'est assez salutaire.

A propos de la crise de la classe moyenne (déclassement d'un côté, gentrification de l'autre), est-ce que cela signifie qu'il pourrait y avoir un projet commun avec les Gilets Jaunes ? Le livre pose la question assez ouvertement, et il semble que c'est soit

cela, soit des archipels de plus en plus éloignés, mais qui finiront par entrer en conflit d'une façon ou d'une autre. Nous sommes au bout de la construction de ces mondes parallèles. L'enjeu d'aujourd'hui est la friction qu'il y a entre eux, et la façon dont nous allons les résoudre démocratiquement.

**Matthias Fekl :**

Je pense qu'il y a un enjeu autour de la société figée, c'est à dire l'idée que la mobilité sociale est de plus en plus complexe. On peut accepter une situation d'inégalité si l'on pense qu'on peut la changer par le travail ou le mérite. Or c'est moins le cas aujourd'hui, et c'est grave parce que cela crée du désespoir. Il est vrai que nous avons la chance de vivre dans un pays où l'Etat-providence existe, il n'en reste pas moins que dans certains endroits, vous mettez des mois pour obtenir un rendez-vous chez un médecin spécialisé, un ophtalmologue par exemple. Les déserts médicaux, ce n'est pas un slogan politique, mais la réalité de certains territoires.

Comment remettre une société figée en mouvement ? Certainement pas par le retour à je ne sais quel passé fantasmé. D'ailleurs on constate que les jeunes aujourd'hui sont peut-être moins politisés, mais l'envie et les projets de changement sont toujours là, même s'ils s'expriment différemment. Ils constatent aussi que parfois, les résultats sont plus vite obtenus que dans le circuit classique de l'engagement politique. Il y a là aussi une réconciliation à construire.

Il y a enfin la question de l'échelle d'action européenne et internationale. Car le diagnostic établi dans le livre découle aussi de décisions mondiales prises depuis le début des années 1980 et l'ère des dérégulations, pendant laquelle les Etats se sont dépossédés de toute une série d'outils d'intervention, la manière dont on a fait entrer la Chine dans l'OMC au début des années 2000, avec des clauses ambiguës, la difficulté à vérifier les chiffres pour respecter les règles d'une concurrence loyale ... Tout cela finit par se payer.

**Lionel Zinsou :**

Ce qui m'étonne dans le livre, c'est la dissymétrie entre les analyses, tout à fait brillantes et profondes, et les synthèses que je trouve très naïves. Par exemple, on pose que la consommation est désormais le but de toute la société. Cela fait un siècle que la consommation représente 75% de la richesse, du PIB. Dès lors, il n'y a rien de très étonnant : on produit davantage de richesse, donc on consomme plus, je ne vois pas ce qu'il y a de particulièrement frappant là-dedans. De plus, on consomme certes davantage, mais on le fait de manière assez stable.

Sur la mondialisation, il y a des choix de la France qui sont anciens. Le sondeur d'opinion n'est pas un très bon historien. C'est pendant la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle que la France a fait un choix, qui est peut-être regrettable : elle achète des actifs du monde entier plutôt que de développer de la production sur son territoire. Il y a toute une litanie sur la désindustrialisation dans le secteur automobile par exemple. Or dans les cinq premiers groupes automobiles mondiaux, il y a deux français. Pourquoi ? Parce qu'il y a une alternative : soit vous faites à l'allemande et vous développez la production locale, soit vous êtes un propriétaire d'actifs mondiaux, comme Renault/Nissan. Si vous êtes la famille Peugeot, vous créez certes peu d'emplois à Sochaux, mais vous avez acheté Opel, Fiat, Jeep ... Et c'est la même chose dans le luxe ou l'agro-alimentaire. Comme il s'agit d'un livre extrêmement franco-français, on délaisse complètement nos voisins. Regardons un instant la Belgique par exemple. Nous avons acheté aux Belges la Générale de Belgique, Tractebel, leurs centrales nucléaires, leurs activités pétrolières ... Pour le dire simplement : nous avons acheté la Belgique. « Nous », ce sont les grandes entreprises françaises, et c'est un choix qui ne date pas de 2010, mais plutôt des années 1880. De la même façon, nous avons énormément investi dans l'Europe de l'Est à cette période. Quel est le premier groupe alimentaire italien ? C'est évidemment Lactalis, dont le siège est à Laval. Je vous laisse imaginer la réunion du cabinet italien, organisée en urgence, sous M. Berlusconi, quand la France venait d'acheter, la même semaine, Bulgari (pour LVMH), Parmalat (pour Lactalis), Montedison (pour EDF). On nous décrit les ravages de la mondialisation et la

désindustrialisation qu'elle entraîne, mais il n'y a pas un pays au monde qui achète plus d'actifs productifs que la France. Attention à la naïveté de l'analyse : la mondialisation n'est pas que subie, comme le livre essaie de nous le faire croire.

**Jean-Louis Bourlanges :**

Je ne suis pas du tout un adversaire de la mondialisation, loin de là, mais quand vous dites « nous avons acheté », c'est le « nous » qui est problématique. Les auteurs du livre parlent des Français qui travaillent. Quand « on » produit en France, cela concerne les Français dans leur ensemble. Quand « on » achète des actifs productifs un peu partout dans le monde, cela ne concerne qu'une poignée de Français comme MM. Pinault ou Arnault, très remarquables certes, mais les vies concrètes qui s'en trouvent affectées sont davantage au Bangladesh qu'en France. Le sujet que traitent Fourquet et Cassely, c'est la société française.

Je ne suis pas d'accord avec Lionel : on ne peut pas dire que la France n'a pas industrialisé. Nous avons un modèle industriel très précis, qui a été très bien analysé par Gérard Noiriel dans son livre sur les ouvriers (*Les Ouvriers dans la société française(XIXème - XXème siècle)*, Seuil, 1986). La caractéristique de la France, c'est que la paysannerie a globalement pris le pouvoir politique à la faveur de la Révolution française, et a bloqué l'exode rural, à la grande différence de l'Angleterre, où les paysans se sont massivement déportés vers le Yorkshire ou le Lancashire et ont participé à cette aventure prométhéenne de l'industrialisation britannique. La nôtre fut plus modérée et humaine, et toutes les statistiques montrent que nous avons eu depuis deux siècles et demi une croissance régulière et constante. Simplement, à cause de cela, elle a été nourrie par l'immigration, c'est un phénomène que ne peut pas comprendre Eric Zemmour par exemple. Dès Louis-Philippe, l'industrialisation française se nourrit de l'immigration belge, puis italienne, puis polonaise, ibérique, maghrébine, et enfin celle de l'Afrique noire.

**Matthias Fekl :**

Ce qu'a décrit Lionel est évidemment tout à fait vrai, il ne se place simplement pas au même niveau d'analyse que le livre. Oui, la France est une puissance dans la mondialisation et s'y inscrit pleinement, dans de nombreux secteurs. Mais cela me fait penser à la phrase de Coluche : « ils vont être heureux les pauvres, d'apprendre qu'ils vivent dans un pays riche ». C'est un peu ce que décrit le livre : cette juxtaposition entre de magnifiques entreprises qui deviennent des empires mondiaux, et dans le même temps, des gens laissés pour compte, se demandant comment ils vont s'en sortir.

### **Lucile Schmid :**

Je suis frappée par le décalage entre la « puissance » qu'est la France dans la mondialisation, et le sentiment « d'impuissance » qui est raconté dans le livre ou qu'on trouve dans un mouvement comme celui des Gilets Jaunes. Nous ne sommes pas seulement dans un pays riche où des gens se demandent pourquoi ils ne bénéficient pas de cette richesse, il y a également un sentiment d'impuissance par rapport à tout ce qu'on décrit en termes géopolitiques.

Il y a également tout ce que nous a révélé la pandémie : notre relation à la Chine a brutalement été dévoilée, et il ne s'agit ni plus ni moins que d'une dépendance. Quant au modèle industriel (acheter des actifs hors de France plutôt que d'y produire), il n'y a pas de fatalité à persister là dedans. Le débat actuel sur la relocalisation (des semi-conducteurs par exemple) l'illustre bien.

Enfin, le constat du livre induit une crise de la représentation : quand je me sens dans l'impuissance et qu'on me dit que la France est un pays riche, je me demande évidemment qui me représente, et comment. C'est la question qui a été posée à Emmanuel Macron. Le président français a projeté (avec un talent indéniable) la question française sur le plan européen et mondial, mais représente-t-il pour autant ceux qui se sentent impuissants en France ? J'en doute. Et à l'approche de la campagne présidentielle, on peut se demander par quel vote se traduira ce sentiment d'impuissance.

**Lionel Zinsou :**

Bien sûr, mais ces questions se posent depuis la nuit des temps ou presque, c'est comme le mouvement des luddites du XIX<sup>ème</sup> siècle, ces ouvriers qui détruisaient les machines qui leur « volaient » leur travail. Dans la « destruction créatrice » de Schumpeter, il y a inévitablement de la destruction. C'est de ce côté que regarde ce livre, je note simplement qu'il omet de regarder du côté de la création.

Par exemple, ce n'est pas un défaut pour la jeunesse que d'être engagée autrement que politiquement. C'est même un progrès que de trouver des solutions ailleurs. Cette phénoménologie des ravages du changement, et cette exaltation des minorités qui y perdent fait oublier que dans la destruction créatrice, c'est la création qui l'emporte au bout du compte, car elle produit *in fine* plus de richesses et d'éléments d'inclusion qu'il n'y en avait auparavant. La France est fantastiquement plus riche et moins inégalitaire qu'elle ne l'était il y a cinquante ans, et la vie quotidienne des usines et des salariés agricoles de 1950 ne peut être ni l'horizon du futur, ni même la nostalgie du présent.

**Jean-Louis Bourlanges :**

Comment le personnel politique réagit-il à ce qui est décrit dans le livre ? La réaction spontanée consiste à « occuper des parts de marché ». Par exemple Anne Hidalgo se rue sur les enseignants avec sa proposition de doublement de salaire. Zemmour de son côté cible les Français catholiques, et ainsi de suite. C'est là aussi une dynamique de fragmentation.

Cela pose un problème intéressant à propos de Zemmour car il est en pleine contradiction : il est porteur de la nostalgie d'une France unie, et veut réaffirmer une identité française (qui est en réalité largement inventée, un fantasme qu'il s'efforce d'accorder à la réalité). Mais dans le même temps, d'une façon absolument tragique, il cultive totalement la discorde nationale, le conflit des Français les uns contre les autres, il prêche l'unité par l'exclusion ... A 5 millions de gens, on n'offre que deux

possibilités : le départ ou les dragonnades, la conversion forcée. La ridicule affaire des prénoms en atteste. Il est dans une contradiction fondamentale en cultivant précisément ce contre quoi il prétend agir.

De l'autre côté, quelle est l'attitude de Macron ? c'est très intéressant. Macron a fait un choix au début du quinquennat : jouer la carte des individus. Il n'y a qu'à allumer la télévision pour s'en apercevoir, on n'y parle que de qui couche avec qui et comment, ce qu'on mange ou pas, comment on s'habille, comment on se loge, etc.

L'individu et le choix personnel sont rois. Il y a une saturation de l'espace public par des considérations privées (très légitimes et pas inintéressantes au demeurant).

Macron est parti de cela, et en a tiré un modèle : libéral, individualiste et social. Une espèce de blairisme à la française : je vais donner à chacun les moyens de vivre la compétition sociale à égalité. C'était l'idée de la retraite à points, la formation permanente, la fin des grands corps (suppression de l'ENA). On voit que cela correspond à quelque chose de profond, mais aussi que cela génère de l'angoisse.

Comment réinventer quelque chose de plus collectif ? C'est très difficile. De mon côté, je raisonne comme le vieux prof que je suis, et il me semble que la seule possibilité se situe du côté de l'éducation. C'est à mon avis là qu'on pourrait gérer à la fois les problèmes d'inclusion qu'engendrent l'immigration, les problèmes d'ascenseur social, de mise à niveau technologique, de vie en société, d'écologie etc. Je ne crois pas qu'on « fasse » société, on est une société ou on ne l'est pas, la société ne me semble pas être quelque chose qui se fabrique.

C'est l'une des dimensions du macronisme, elle est incarnée par Jean-Michel Blanquer. Peut-être n'y a-t-il pas assez de moyens, mais si l'on veut régler le problème politique français, il faut offrir à nos concitoyens un point focal par lequel ils pourront penser et traiter l'ensemble des problèmes qui nous sont posés.

### **Philippe Meyer :**

J'aimerais en marge de cette discussion, vous faire part d'un étonnement de ma part à propos de cette navrante histoire de prénoms. Il y a quelques jours j'ai « croisé »



sur les réseaux sociaux quelqu'un qui s'appelle « Kevin Bossuet ». Et j'avoue que j'étais un peu déstabilisé que le prénom « Kévin » puisse aller avec le patronyme « Bossuet », même si je ne préconise pas d'en changer. « Kévin » trouverait-il grâce dans l'avenir zemmourien ?

**Lionel Zinsou :**

J'ai un petit-fils qui s'appelle Ayodélé. D'après le site de M. Zemmour, il va falloir le rebaptiser « Marcel » ...

**Lucile Schmid :**

Certaines minorités ont déjà deux prénoms. J'ai des amis Chinois du Laos, qui ont un prénom chinois et un prénom français.

**Lionel Zinsou :**

Oui, dans ma famille, mes filles ont un prénom yoruba en plus d'un prénom d'origine française. Mais il y a aussi des gens qui baptisent les enfants en fonction de personnages de séries télévisées ... Luttons aussi pour la biodiversité des prénoms !